

## Introduction

*Stefan Seidendorf*

Comment vit-on une région? Et qu'est-ce qui relie les gens à une région? Ce sont probablement des expériences et des vécus partagés, mais aussi des souvenirs et des récits, qui font se développer devant notre œil intérieur une représentation qui associe une idée à une zone géographique – ce que le sociologue anglo-américain Benedict Anderson a appelé il y a de nombreuses années des « *Imagined communities* »<sup>1</sup>, en parlant du nationalisme et de l'essor des nations. Pour Anderson, la force du nationalisme était liée aux pratiques sociales communes et à des récits qui donnaient sens à celles-ci. Dans la tradition républicaine française, les concepts de « Nation » et « Etat » sont congruents et presque synonymes, mais l'histoire se complique évidemment si l'on regarde le cas de l'Allemagne et, encore plus à l'est, de la Pologne (ou encore, pour Anderson, les nationalismes nés à l'époque de la décolonisation). Mais quelque chose de similaire, l'émergence de récits partagés qui donnent un sens aux pratiques sociales communes et aux comportements collectifs, pourrait-il également se développer au-delà des États-nations? Alternativement, comment les représentations existantes devraient-elles évoluer dans le cadre de l'Europe « intégrée », afin de rester en phase avec les pratiques des citoyens qui se développent au cœur de l'Union européenne? Particulièrement dans les régions frontalières, des pratiques « transfrontalières » sont aujourd'hui la norme et l'on peut se poser la question de savoir comment on peut collectivement « faire sens » de ces pratiques.

Il y a quelques années, la Grande Région<sup>2</sup>, c'est-à-dire l'espace de coopération transfrontalière qui comprend la Lorraine et la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, le Luxembourg et une partie de la Belgique, a lancé un projet

---

1 Anderson, Benedict R. (1991 [1983]) : *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism*. Londres : Verso. Le livre a été traduit en français et publié dans une version augmentée en 1993, Anderson, Benedict R. (1993) : *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte.

2 <https://www.granderegion.net>.

visant à raconter le(s) « destin(s) de la Grande Région »<sup>3</sup> : Des expériences et des vécus de personnes qui peuvent représenter ce que les citoyens des régions frontalières qui forment aujourd’hui ensemble la « Grande Région » ont vécu par le passé. Sans grande surprise, la plupart des récits proposés étaient des souvenirs de guerre, souvent traumatisants et généralement douloureux.

Et ceci n'est pas étonnant : la « Grande Région » comprend des territoires qui ont régulièrement été le théâtre de guerres et de conflits au cours de l'Histoire, notamment lors des deux guerres mondiales. Cette région, qui constitue géographiquement un carrefour entre l'Allemagne, la France, le Luxembourg et la Belgique, a de mémoire d'homme toujours été un foyer d'affrontements européens. Ses habitants ont vécu à plusieurs reprises des déplacements de frontières, des bouleversements politiques et les crises identitaires qui en ont résulté. En même temps, cette région a été le carrefour où les civilisations européennes se sont rencontrées et se sont mutuellement fécondées.

La situation géographique particulière a fait que la population s'est souvent retrouvée entre deux fronts. En Sarre et en Lorraine notamment, les populations ont changé d'appartenance nationale plusieurs fois en l'espace de quelques décennies, ce qui a eu de fortes répercussions sur la population. La première édition du projet « Destin(s) de la Grande Région » s'est précisément penchée sur ce point et a tenté de documenter ces expériences individuelles et de les replacer dans un contexte historique plus large.

Car tel était le lot, au cœur de l'Europe, des régions frontalières et des populations vivant aux frontières : des guerres des Paysans et de Trente Ans à la guerre franco-allemande de 1870/71 et aux deux guerres mondiales, en passant par la guerre de la Ligue d'Augsbourg (qui a ravagé le Palatinat) et les guerres napoléoniennes, il y avait de fortes chances que le destin d'un individu de la Grande Région soit exposé à des conflits armés, à leurs conséquences immédiates à moyen terme, ou déjà à une phase de nouvelle confrontation. Les publications réalisées jusqu'à présent dans le cadre du projet et les podcasts<sup>4</sup> qui les accompagnent parlent d'eux-mêmes.

Dans cette deuxième édition du projet « Destin(s) de la Grande Région »<sup>5</sup>, réalisée sous la forme d'un concours d'écriture, il s'agissait désor-

---

<sup>3</sup> <https://www.granderegion.net/Portraits/Destin-s-de-la-Grande-Region-2022> (26.09.2024).

<sup>4</sup> <https://podcast.ausha.co/granderegion> (26.09.2024).

<sup>5</sup> <https://www.grossregion.net/Portraits/Schicksal-e-der-Grossregion-2024> (26.09.2024).

mais de recueillir des contributions sur des destins liés à l'histoire contemporaine immédiate. L'accent a donc été mis sur des histoires et des destins qui racontent le dépassement des frontières, l'appropriation de l'espace de coopération et de vie transfrontalier nouvellement créé, son intégration et sa structuration sociales, économiques et culturelles croissantes. Ce faisant, nous rencontrons d'une part des pionniers qui ont été à l'origine de l'évolution vers la Grande Région actuelle, d'autre part des projets et des destins qui se distinguent par le fait qu'ils s'approprient, parfois à tâtons et progressivement, parfois tout naturellement, l'espace nouvellement créé et les possibilités qui y sont liées. Ils contribuent ainsi à une participation citoyenne, à ce que la Grande Région ne reste pas une question de réflexions abstraites ou d'exercices administratifs, mais de destins qui s'inscrivent dans le quotidien des citoyens et qui, pour cette raison même, permettent potentiellement de s'y identifier. C'est ainsi que naît, dans ce volume et dans les podcasts publiés simultanément, un récit synonyme d'identification positive avec les acteurs en présence, leurs expériences et leurs témoignages. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de construire le projet européen « contre le passé ». Au contraire, ce qui a été combattu et obtenu au cours des dernières décennies offre justement l'occasion d'un récit et d'une identification positifs. Mais les contributions montrent aussi clairement, surtout si on les compare au premier cycle du projet, à quel point tout cela reste fragile et vulnérable – sa préservation et son développement dépendent du fait que les gens continuent à s'identifier à cette « Grande Région » et à la considérer comme leur destin.

Le mandat de projet que le groupe de travail (GT) Culture de la Grande Région et la présidence rhénan-palatine du Sommet de la Grande Région ont adressée à l'Institut franco-allemand ([www.dfi.de](http://www.dfi.de)) fin 2023 visait à organiser un concours d'écriture qui devait relever deux défis. D'une part, il s'agissait de permettre à des disciplines aussi diverses que possible de participer, afin de tenir compte de la diversité des expériences et des vécus que les gens associent à la Grande Région. L'appel d'offres que le dfi a ensuite développé en janvier 2024 en concertation avec le GT Culture s'adressait logiquement à des historiens et des chercheurs en sciences sociales, des journalistes et des réalisateurs de médias, invités à dresser le portrait de biographies individuelles représentatives de l'évolution des liens historiques et contemporains au sein de la Grande Région. Cela signifiait d'autre part que l'expérience transfrontalière devait être au centre de ces destins. Celle-ci ne devait plus être réduite, comme par le passé, à « l'expérience de la frontière », par exemple en tant que prisonnier de guerre français en

Allemagne ou officier français en Belgique. Au contraire, il fallait mettre l'accent sur des destins « européens », sur les expériences vécues en tant que citoyens européens.

Ainsi, cette deuxième édition des « Destin(s) de la Grande Région » met l'accent sur la mise en valeur et la publication de récits de vie jusqu'alors peu connus, qui montrent comment l'action et le vécu concrets de personnes ont contribué à la coopération transfrontalière et à la vie commune dans la Grande Région.

Pour répondre à ces défis, le dfi a mis en place un comité d'experts afin d'accompagner le concours. Des historiens, des sociologues et des professionnels des médias des pays participants et de la Grande Région s'y sont réunis afin d'évaluer les contributions soumises et de proposer les meilleurs travaux pour une mise en œuvre dans le cadre du projet, puis d'accompagner cette mise en œuvre sur le plan scientifique et pratique.

L'objectif du projet était et est toujours de collecter et de conserver les histoires des habitants de la Grande Région. L'accent est mis d'une part sur le destin personnel de certains individus, qui risque souvent d'être noyé dans les grands récits historiques. De plus, il s'agit de créer un nouvel accès à l'histoire de la Grande Région qui permette l'appropriation et l'identification. Les contributions rassemblées ici travaillent à cet effet avec différentes méthodes pour documenter les destins des personnes. D'une part, des documents d'archives et des sources historiques sont exploités. Il s'agit notamment de documents officiels, de photos, de journaux intimes et de lettres. D'autre part, les cinq histoires publiées sont racontées à l'aide de moyens de l'histoire orale (*oral history*), de documents sonores authentiques et d'interviews enregistrées par nos auteurs. Les récits des destins individuels permettent l'empathie, la possibilité de se mettre à la place des protagonistes, de ressentir leurs émotions et donc de s'identifier à eux.

L'élaboration d'une série de podcasts en cinq épisodes, qui racontent les différents destins en français et en allemand, offre la possibilité d'un accès facile et d'une utilisation particulièrement large, par exemple dans l'enseignement ou l'éducation citoyenne.

Le projet « Destin(s) de la Grande Région » est un projet coopératif qui réunit des acteurs d'institutions très différentes. Outre le dfi en tant que responsable du projet, il comprenait des universités et des instituts de recherche de la Grande Région, dont des institutions de la Sarre, de la Rhénanie-Palatinat, de la Lorraine, du Luxembourg et de la Belgique.

Quels sont donc les cinq destins sélectionnés et présentés ici? Il est tout d'abord frappant de constater qu'ils couvrent un large éventail et donc des

domaines de vie très différents. Ainsi, ces cinq récits couvrent le domaine des loisirs, où se développe plutôt par hasard, mais ensuite de manière très consciente et transfrontalière, un engagement culturel; ils racontent ensuite « l'engagement d'une vie » pour la cause européenne, avant de narrer l'essor d'une activité entrepreneuriale liée aux opportunités nouvellement créées; ils continuent enfin par le récit des formes de protestation transfrontalière de la société civile (et donc de politisation transfrontalière) et terminent avec l'engagement d'une personne pour le travail syndical transfrontalier. Toutes ces contributions montrent que la « vie » dans la Grande Région se déroule aujourd'hui dans toute sa diversité de manière transfrontalière et européenne. Mais les contributions montrent également que pour cela, l'engagement individuel et l'implication individuelle sont indispensables.

Dès la première contribution de Baptiste Bouchet sur la scène de la danse Lindy hop dans la Grande Région, on comprend ce qui caractérise aujourd'hui ce territoire : la « QuattroPole », d'abord conçue comme une coopération administrative au niveau local pour faciliter la collaboration entre les villes de Sarrebruck, Trèves, Metz et Luxembourg, est découverte par des danseurs de swing passionnés par leur activité dans les quatre villes. La QuattroPole leur sert comme scène et comme un vecteur pour pratiquer leur activité au-delà des frontières. En effet, l'échange et la rencontre entre communautés, qui sont à la base du Lindy hop, sont ici au centre de cette forme de coopération et la dimension transfrontalière leur confère même une pertinence particulière. Mais il est également évident que la réalisation réussie d'un festival transfrontalier de danse swing nécessite, outre l'engagement des danseurs, le soutien des services culturels et des institutions transfrontalières. Cela ne fonctionne que si ces derniers ne sont pas des acteurs administratifs détachés, occupés de manière autoréférentielle par eux-mêmes, mais vont à la rencontre des citoyens en tant que prestataires de services transfrontaliers.

La deuxième contribution met l'accent sur la vie et l'œuvre d'un acteur qui, pendant de nombreuses décennies, a travaillé avec une énergie et un dynamisme presque surhumains au développement des structures transfrontalières qui permettent justement la rencontre des sociétés et des citoyens de la région frontalière, afin de mieux se connaître mutuellement et de s'engager ensemble, de manière européenne, en tant que citoyens. Ceux qui ne connaissent pas encore Arno Krause et qui sont originaires de la Grande Région ont peut-être déjà été en contact avec l'une des nombreuses institutions qu'il avait initiées de son vivant, fondées et accompagnées, qu'il s'agisse de *l'Europäische Akademie Otzenhausen*, de la fondation ASKO

*Europa-Stiftung*, de l’Institut de la Grande Région ou encore de la *Stiftung europäische Kultur und Bildung* ou de nombreux autres formats développés depuis l’après-guerre et jusqu’à une époque récente. Mais la contribution montre aussi que l’engagement de Krause était tout à fait un « destin », une lutte contre des résistances, parfois aussi un nouveau départ après des échecs ou des développements qui n’étaient pas prévisibles. Nos auteures, Stéphanie Bruel et Kerstin Adam, évoquent avec ce texte très personnel un destin franco-allemand et européen.

D’une autre manière, la troisième contribution, qui relève du développement économique, s’attache également à montrer quels obstacles il fallait surmonter et quelles difficultés ont pu survenir. La contribution de Benjamin Pfannes ne traite pas, ou seulement de manière marginale, du « développement économique » au sens abstrait, de l’émergence du grand marché commun, des flux commerciaux et de la suppression des barrières douanières. Tout cela contribue certes au développement de l’entreprise de transport de vin Hillebrand, mais c’est finalement le destin des fondateurs de l’entreprise et de leurs successeurs qui est raconté ici : Une entreprise de transport qui – d’abord située à Mayence, en marge du *Reich* – avait le regard tourné vers l’est et le nord. Après la Seconde Guerre mondiale, l’orientation de l’entreprise change, l’accent est désormais mis sur le développement dans le cadre du processus d’intégration européenne, et donc sur le regard au-delà du Rhin et l’engagement en France. Il s’avère toutefois qu’un tel engagement n’allait pas de soi. Il nécessitait plutôt la stratégie délibérée de la direction de l’entreprise de se positionner sur le plan franco-allemand. Cela a exigé toute une série de décisions courageuses et novatrices, non seulement pour gérer concrètement les différences culturelles, mais aussi pour faire de l’intégration réussie de la dimension interculturelle une marque de fabrique d’une entreprise de logistique spécialisée et présente à l’international. L’article montre clairement à quel point l’engagement citoyen, économique et politique est étroitement lié depuis l’après-guerre au sein de la Grande Région.

En parlant de différences culturelles, il n’y a guère de domaine politique où les divergences franco-allemandes se sont manifestées de manière aussi évidente ces derniers temps que celui de la politique énergétique. C’est notamment sur la question de la sortie du nucléaire ou de la poursuite de l’utilisation de l’énergie nucléaire pour réduire rapidement les émissions de CO<sub>2</sub> que les positions s’affrontent de manière apparemment inconciliable. Pourtant, un regard plus attentif montre que les positionnements nationaux apparemment homogènes sont en réalité plus variés et qu’il vaut la peine de les

décortiquer. Dans une coproduction franco-allemande, Christine Longin et Hervé Asquin parviennent à nous faire comprendre la diversité et les différents contextes des protestations citoyennes contre la centrale nucléaire de Cattenom. La centrale nucléaire elle-même est d'abord plutôt un symbole de la « souveraineté nationale » – construite par une décision de l'État français quasiment sur la frontière des trois pays, la France, l'Allemagne et le Luxembourg, sans toutefois prévoir de possibilités de participation pour les citoyens des deux pays voisins, les protestations contre la centrale nucléaire ont été un moment de politisation européenne, mais aussi locale et transfrontalière. Comme à Why en Bade et plus tard à Fessenheim en Alsace, une culture européenne de la protestation s'est développée à petite échelle, dans laquelle les différentes traditions et stratégies se sont mutuellement enrichies, et où les habitants de la région frontalière ont pu faire l'expérience de leur citoyenneté politique et politisée. D'autre part, la centrale nucléaire est aujourd'hui encore un employeur important et un facteur d'implantation qui influence de manière déterminante le développement économique de la région. En fin de compte, les protestations et la résistance contre la centrale nucléaire sont également liées au processus beaucoup plus large qui, au cours des dernières décennies, a conduit en Europe, à petite et à grande échelle, à une conscience environnementale accrue et a mis en évidence, outre le souci pour un développement durable et plus harmonieux, les possibilités d'action individuelle et collective.

S'organiser en tant que groupe d'intérêt pour pouvoir défendre sa propre cause est également au centre de la cinquième et dernière contribution. En partant à nouveau de l'engagement d'un seul acteur, le texte montre comment cela peut « faire la différence » dans la constitution d'un mouvement social transfrontalier. En prenant l'exemple d'Eugen Roth et de son combat pour une coopération syndicale transfrontalière, Florian Lisson, Hans-Jürgen Lüsebrink et Luitpold Rampeltshammer montrent où en est aujourd'hui le processus d'intégration sociale, économique et politique de la Grande Région. Malgré l'énorme nombre de travailleurs frontaliers dans la Grande Région, qui doit ainsi faire partie de l'un des marchés de l'emploi transfrontaliers les plus dynamiques au monde, il n'a tout d'abord pas été question d'intégrer également les structures syndicales et de représentation sociale créées dans le cadre des pays participants. La conception et le rôle des syndicats en France, en Allemagne, au Luxembourg et en Belgique étaient trop différents et, trop souvent, les représentants des employés et des travailleurs ne parvenaient pas à faire valoir leurs revendications au-delà des frontières dans un marché européen de plus en plus transfrontalier. Mais la vieille « question nationale »

au cœur de l'Europe, que l'on croyait dépassée, a aussi été, dès le départ, une « question sociale ». Dès les négociations sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier de Robert Schuman, il était apparu clairement que les libertés économiques du marché intérieur devaient s'accompagner d'une libre circulation des travailleurs et que, d'autre part, cette libre circulation des personnes, pour qu'elle puisse exister, devait aussi garantir la transférabilité de leurs acquis sociaux. En d'autres termes, une travailleuse allemande au Luxembourg doit pouvoir conserver en Allemagne les droits à la retraite qu'elle y a acquis, et les dispositions en vigueur en France dans le cadre du droit du travail ne doivent pas être contournées en utilisant des travailleurs allemands pour les tâches correspondantes en France, etc.

Pour Eugen Roth, un marché du travail transfrontalier ne nécessite pas seulement des règles abstraites et des directives européennes, mais aussi une dimension d'intégration sociale : la représentation transfrontalière des intérêts des travailleurs doit être organisée – ce n'est qu'en commun et sur la base de structures solides que l'on peut réussir à défendre ses propres intérêts. Mais la coopération syndicale était et est toujours caractérisée par le fait que les différents syndicats nationaux et leurs fédérations assument leurs tâches dans le cadre des systèmes nationaux, alors que la coopération européenne et transfrontalière nécessite une coordination permanente et souvent laborieuse des différentes positions. Le destin d'Eugen Roth symbolise l'engagement et le courage qui caractérisent souvent les précurseurs de la Grande Région. Ce sont toujours des acteurs individuels qui se battent pour leur cause bien au-delà de la mesure habituelle et qui aident ainsi le rêve européen à se concrétiser. La contribution sur Eugen Roth, tout comme celles sur Jan Hillebrand et Arno Krause, montre également l'importance des ressources interculturelles et de la sensibilité pour faire face aux difficultés évoquées.

Dans l'ensemble, notre projet et la présente publication contribuent donc à mettre en lumière, par le biais de destins individuels, les ressources nécessaires, les fondements normatifs et institutionnels et les comportements qui font de l'engagement pour une région européenne transfrontalière une histoire à succès, et ce dans un sens plus général. Cette combinaison entre l'étude de la Grande Région par les sciences sociales et l'approche personnelle par le biais de témoignages permet de raconter l'histoire de la Grande Région d'une manière nouvelle et émouvante. En fin de compte, il en ré-

sulte une meilleure compréhension du projet européen et de l'engagement de ses citoyens.

Traduction : Stefan Seidendorf, Baptiste Bouchet (dfi)

